

**ARRÊTÉ**  
**préfectoral complémentaire relatif à l'établissement**  
**exploité par la société TotalEnergies Raffinage France**  
**situé à Gargenville (78440) 40 avenue Jean Jaurès**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le règlement n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission ;

**VU** le règlement 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants ;

**VU** le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45;

**VU** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») ;

**VU** l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté du 12 octobre 2011 modifié relatif aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2012361-0004 du 26 décembre 2012 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour de l'établissement pétrolier de Gargenville de la société TOTAL

RAFFINAGE MARKETING concernant les communes de Gargenville, Issou, Mézières-sur-Seine et Porcheville ;

**VU** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2017-41281 du 23 février 2017 relatif aux conditions d'exploitation par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE de l'établissement situé sur les communes de Gargenville, Issou et Porcheville, 40 avenue Jean Jaurès Gargenville (78440) ;

**VU** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2020-11-18-001 du 18 novembre 2020 relatif à l'implantation d'une centrale photovoltaïque par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE dans l'établissement exploité à Gargenville (78440), 40 avenue Jean Jaurès ;

**VU** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2022-02-18-00003 du 18 février 2022 prescrivant à TotalEnergies Raffinage France les mesures de surveillance et de maintenance de la canalisation appelée « PLIF » pendant la durée de la phase d'arrêt temporaire et fixant les conditions techniques de sa remise en service ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°78-2022-04-28-00005 du 28 avril 2022 modifiant l'arrêté du 18 novembre 2020 relatif à l'implantation d'une centrale photovoltaïque exploitée par la société TotalEnergies Raffinage France à Gargenville ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°78-2023-05-05-00009 du 5 mai 2023 imposant des prescriptions complémentaires à la société TotalEnergies Raffinage France concernant les eaux souterraines du site de Gargenville ;

**VU** l'arrêté préfectoral 78-2024-03-04-00004 du 4 mars 2024 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines à Monsieur Victor DEVOUGE, secrétaire général de la préfecture des Yvelines, sous-préfet de Versailles ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°78-2025-01-20-00005 du 20 janvier 2025 imposant des prescriptions complémentaires à la société TotalEnergies Raffinage France concernant son étude de dangers ;

**VU** l'instruction du Gouvernement du 12/09/23 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement

**VU** le courrier du 31 août 2012 par lequel la société TOTAL RAFFINAGE MARKETING a transmis une étude relative à l'étanchéité des cuvettes (réalisée par Ginger CEBTP) ;

**VU** le courrier de l'inspection du 26 novembre 2013, faisant suite à la visite d'inspection du 17 octobre 2013, demandant la transmission des résultats de l'étude d'étanchéité des cuvettes et l'échéancier de mise en conformité le cas échéant ;

**VU** le courrier du 12 décembre 2013, par lequel la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE a apporté des éléments de réponse à cette demande ;

**VU** le courrier de l'inspection du 21 janvier 2014 demandant des précisions sur le calcul de la vitesse d'infiltration et la justification du respect du critère d'étanchéité conformément au cas « revêtement en béton » de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé ;

**VU** le courrier du 25 février 2014, par lequel TOTAL maintient sa position concernant l'assimilation à un matériau meuble) ;

**VU** l'étude technico-économique des solutions permettant de limiter les conséquences en cas d'effet de vague dans sa version de 2015, transmise par TOTAL RAFFINAGE FRANCE par courrier n° GGV/2015-257 JR/IA en date du 30 décembre 2015

**VU** l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France du 14 mars 2019 ;

**VU** le mémoire de l'exploitant en date du 18 mars 2019 en réponse à l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France du 14 mars 2019 ;

**VU** le courrier n°GGV/2020-065 AS/BM en date du 3 mars 2020 de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE relatif à la modification de l'échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité de l'étanchéité des cuvettes de rétention ;

**VU** le courrier en date du 27 août 2020, par lequel la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE a demandé une modification de l'échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité des cuvettes de rétention de l'établissement de Gargenville ;

**VU** le courrier n°GGV/2021-079 AS/BR en date du 14 avril 2021 de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE relatif au projet de transformation du site de Gargenville ;

**VU** le courrier n°GGV/2021-081 AS/OME en date du 30 avril 2021 par lequel la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE a transmis les éléments justificatifs et un nouvel échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité de l'étanchéité des cuvettes de rétention en lien avec le projet de refonte du site ;

**VU** le courrier GGV/2021-085 AS/BM en date du 30 avril 2021 par lequel la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE a transmis des éléments relatifs à la prévention de l'effet de vague, complétant l'étude technico-économique susvisée ;

**VU** le porter à connaissance n°GGV/2021-139 THL/BM en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant sur la mise en arrêt temporaire de la canalisation appelée pipeline Île-de-France ou « PLIF » transportant des hydrocarbures liquides notifié à la DRIEAT ;

**VU** le courrier n°GGV/2021/155 THL/BM en date du 30 juillet 2021 de notification de cessation d'activité de l'unité MEROX, de la société TotalEnergies Raffinage France ;

**VU** le courrier GGV/2021-192 THL/MB en date du 7 septembre 2021 par lequel la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE a transmis des éléments relatifs à la prévention de l'effet de vague, complétant l'étude technico-économique susvisée ;

**VU** le courrier n°GGV/2021-212 THL/MB en date du 8 octobre 2021 de la société TotalEnergies Raffinage France transmettant un dossier (porter à connaissance) concernant :

- la réduction d'activité du site de Gargenville et notamment la suppression des installations suivantes :
  - les postes de chargement camions ;
  - les réservoirs de stockage 32D5, 32D32, 32D33, 32D118, 32D119 et 32D131 ;
  - la station de pompage SP6.
- le passage du fioul domestique au Gasoil GOM des bacs 32D149 et 32D150 ;

**VU** le courrier UD78/2021/RUM en date du 8 octobre 2021 de l'inspection des installations classées répondant au courrier n°GGV/2021-192 THL/MB susvisé (effet de vague) ;

**VU** le courrier UD78/2021/RUM n°HELIOS 56202 en date du 29 octobre 2021 de l'inspection des installations classées de demande de compléments au PAC transmis par courrier du 8 octobre 2021 ;

**VU** le courrier n° GGV/2021-235 THL/MB en date du 5 novembre 2021 de la société TotalEnergies Raffinage France relatif à la modification des dispositifs de protection de la salle de contrôle en cas d'accident sur le site ;

**VU** le courrier UD78/2020/RUM n°HELIOS 56257 en date du 15 novembre 2021 du Préfet des Yvelines prenant acte des opérations de mise en sécurité de l'unité MEROX ;

**VU** le courrier n° GGV/2021-244 THL/MB en date du 6 décembre 2021 de la société TotalEnergies Raffinage France de compléments relatifs au démantèlement de l'unité MEROX, avec notamment un planning de réalisation ;

**VU** le courrier UD78/2020/RUM en date du 16 décembre 2021 , de l'inspection des installations classées de demande de compléments et positionnement de l'exploitant concernant la modification des dispositifs de protection de la salle de contrôle en cas d'accident sur le site ;

**VU** le courrier n°GGV/2021-254 THL/MB en date du 30 décembre 2021 de la société TotalEnergies Raffinage France de transmission de compléments, en réponse au courrier du 29 octobre 2021, et notifiant l'arrêt d'exploitation de deux réservoirs de stockages supplémentaires (32D127 et 32D128) ;

**VU** le courrier n° GGV/2022-023 THL/MB en date du 16 février 2022 de la société TotalEnergies Raffinage France relatif à la modification des dispositifs de protection de la salle de contrôle en cas d'accident sur le site ;

**VU** le courrier n° GGV/2022-044 THL/MB en date du 28 mars 2022 de la société TotalEnergies Raffinage France de transmission du dossier relatif à l'arrêt d'exploitation des bacs 32D3, 32D4 et 32D130 ;

**VU** le courrier n°GGV/2022-050 en date du 14 avril 2022 de la société TotalEnergies Raffinage France relatant les éléments discutés (lors de la réunion du 16 mars 2022 sur la protection de la salle de contrôle) et devant être transmis à l'inspection ;

**VU** le courrier UD78/2020/RUM – 57162 en date du 11 mai 2022 du Préfet des Yvelines prenant acte des évolutions des dispositions de protection de la salle de contrôle du site, estimées satisfaisantes à l'issue des travaux présentés, et prenant note de la réalisation des travaux d'automatisation de la défense contre l'incendie (DCI) et du renforcement de la protection de la salle de contrôle avant la fin d'année 2023 ;

**VU** le courrier UD78/2020/RUM HELIOS n°57383 en date du 15 juin 2022 de l'inspection des installations classées prenant acte des informations transmises dans le dossier relatif à l'arrêt d'exploitation des bacs 32D3, 32D4 et 32D130, fourni par courrier du 28 mars 2022 ;

**VU** la lettre UD78/2020/RUM Helios n°576521 en date du 21 juillet 2022 de l'inspection des installations classées prenant acte des évolutions apportées aux installations de stockage en lien avec les projets Galaxie (devenu projet LogSAF) et SAGESS (réutilisation des bacs 32D127, 32D128, 32D3 et 32D4) évoquées oralement par l'exploitant lors de la visite du site le 6 juillet 2022 ;

**VU** le courrier n°GGV/2022-118 THL/MB en date du 26 octobre 2022 de la société TotalEnergies Raffinage France relatif au projet d'évolution du site, mentionnant notamment à son annexe 2 la réaffectation des bacs 32D127 et 32D128 dans le cadre du projet SAGESS (stockage GOM), la réutilisation des bacs 32D3 et 32D4 dans le cadre du projet GALAXIE et transmettant notamment le dossier de démantèlement de la station de pompage SP6 du pipeline Ile-de-France du 24 septembre 2021 et l'avis du pôle canalisation de la DRIEAT du 8 décembre 2021

**VU** le courrier n°GGV/2023-001 THL/MB en date du 5 janvier 2023 de la société TotalEnergies Raffinage France transmettant un dossier relatif à l'automatisation de la défense incendie (DCI) ;

**VU** le courrier n°GGV/2023-056 THL/MB en date du 21 avril 2023 de la société TotalEnergies Raffinage France transmettant une version 2 du dossier sur l'automatisation de la défense incendie (DCI) ;

**VU** le courrier n°2024-001 THL en date du 4 janvier 2024 de la société TotalEnergies Raffinage France transmettant une mise à jour de la version 2 du dossier sur l'automatisation de la DCI ;

**VU** le courrier n°HELIOS 60548 en date du 15 février 2024 de l'inspection des installations classées de demande de compléments sur le dossier relatif à l'automatisation de la DCI ;

**VU** le courrier n°2024-035 THL/MB en date du 26 février 2024 de la société TotalEnergies Raffinage France de réponse au courrier susvisé du 15 février 2024 ;

**VU** le courrier n° HELIOS 60646 en date du 1er mars 2024 de l'inspection des installations classées émettant un avis favorable à l'automatisation de la DCI ;

**VU** l'étude de dangers mise à jour référencée n°23-5718\_D02 TOTAL DR GGV B(CI) du 9 avril 2024, transmise par courrier (2024-051) en date du 29 avril 2024 de la société TotalEnergies Raffinage France ;

**VU** le courrier n°2024-052 TN/MB en date du 29 avril 2024 de la société TotalEnergies Raffinage France de transmission du dossier relatif au projet LogSAF (logistique « Sustainable Aviation Fuel ») ;

**VU** le courrier n°2024-071 TN/MB en date du 8 juillet 2024 de la société TotalEnergies Raffinage France de transmission des compléments du dossier relatif au projet LogSAF (logistique SAF) ;

**VU** le courrier n°2024-108 TN en date du 16 décembre 2024 de la société TotalEnergies Raffinage France de transmission des compléments du dossier relatif au projet LogSAF (logistique SAF) ;

**VU** le courrier n°2025-009 TN/MB en date du 10 février 2025 de la société TotalEnergies Raffinage France relatif à l'étanchéité des cuvettes de rétention, des bacs de stockage – mise en place d'une convention d'astreinte pour l'excavation des matériaux meubles en cas de perte de confinement

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 29 octobre 2021 relatif à la réduction d'activité mentionnée dans le dossier transmis par courrier du 8 octobre 2021 ;

**VU** l'avis du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines daté du 16 décembre 2024 sur le projet LogSAF ;

**VU** le rapport d'instruction de l'inspection des installations classées en date du 6 janvier 2025 ;

**VU** l'avis du CODERST émis lors de sa séance du 14 janvier 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 27 janvier 2025 à la connaissance du demandeur ;

**VU** les commentaires de l'exploitant par son courrier n° 2025-010 TN en date du 10 février 2025 ;

**VU** le rapport d'analyse de l'inspection des installations classées en date du 7 mars 2025

**VU** l'échange téléphonique et le courriel du 14 mars 2025 relatif au report de la mise en œuvre du projet LogSAF et la demande de l'exploitant de modification de certaines échéances mentionnées dans le projet d'arrêté ;

**VU** le projet d'arrêté modifié transmis le 7 avril 2025 à l'exploitant ;

**VU** le courriel du 9 avril 2025 de l'exploitant mentionnant l'absence de nouveau commentaire à formuler sur le projet d'arrêté transmis ;

**CONSIDÉRANT** que le projet LogSAF est jugé comme une modification notable mais non substantielle ne nécessitant pas la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que, au vu des modifications des installations, il convient de modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2017-41281 du 23 février 2017 encadrant l'exploitation de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient également d'actualiser le tableau de classement des activités fixées par l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** les engagements en matière de critère d'étanchéité des cuvettes de rétention en retenant le critère h/v et de la mise en place d'une convention d'astreinte d'excavation des matériaux meubles en cas de perte de confinement pris par TotalEnergies Raffinage France dans le courrier n° 2025-009 TN/MB du 10 février 2025 susvisé

**CONSIDÉRANT** les demandes de compléments formulées par l'UD78-DRIEAT et les compléments d'information en réponses formulées par TotalEnergies Raffinage France et l'UD78-DRIEAT ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification du site de Gargenville est envisagé à la suite de la transformation du site TotalEnergies Raffinage France (TERF) situé sur la plateforme industrielle de Grandpuits (77 720) et notamment de l'arrêt des opérations de raffinage de pétrole ;

**CONSIDÉRANT** que le site de Gargenville n'a plus vocation à stocker de l'essence ou du pétrole brut ;

**CONSIDÉRANT** que les phénomènes dangereux de type UVCE sont en conséquence supprimés de l'analyse de risques de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement TERF de Gargenville sera adapté notamment pour recevoir et mélanger les nouveaux produits renouvelables fabriqués sur le site TotalEnergies Raffinage France de Grandpuits avec des produits pétroliers ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification du site de Gargenville, afin de pouvoir réceptionner des carburants aviation durables provenant de la Plateforme Industrielle de Grandpuits (mise en œuvre d'une nouvelle logistique) ne constitue pas une modification substantielle au sens du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'avec la mise en arrêt temporaire du PLIF, les modes d'approvisionnement et d'expédition de produits finis et semi-finis ont également évolué ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier relatif au projet LogSAF (logistique « Sustainable Aviation Fuel ») fait référence aux échéances prévues dans le courrier n°GGV/2021-081 AS/OME en date du 30 avril 2021 susvisé, concernant les travaux d'étanchéité des cuvettes de rétention ;

**CONSIDÉRANT** que dans son étude de dangers n°23-5718\_D02 TOTAL DR GGV B(CI) du 9 avril 2024 susvisée, mentionnée par l'arrêté préfectoral n°78-2025-01-20-00005 du 20 janvier 2025 susvisé, l'exploitant fait référence aux échéances prévues dans le courrier n°GGV/2021-081 AS/OME en date du 30 avril 2021 susvisé concernant les travaux d'étanchéité des cuvettes de rétention ;

**CONSIDÉRANT** que compte tenu des dispositions actées par le courrier UD78/2020/RUM – 57162 en date du 11 mai 2022 concernant la protection de la salle de contrôle et l'automatisation de la défense incendie, il convient de modifier le second alinéa de l'article 8.2.2. de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 et d'abroger l'article 9.2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** la sensibilité du milieu, de la faune, de la flore et de leurs habitats mis en évidence à l'Ouest et à proximité du site dans l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France du 14 mars 2019 susvisé, et notamment la présence d'espèces protégées dont l'œdicnème criard, le crapaud calamite, la renoncule à petites fleurs et l'orobanche pourprée ;

**CONSIDÉRANT** les échanges tenus lors du CODERST du 14 janvier 2025, concluant notamment à la nécessité d'encadrer par des prescriptions complémentaires la protection de la faune, de la flore et de leurs habitats au sein de l'établissement et au niveau de la portion de voies ferrées permettant d'accéder à l'établissement et étant sous la responsabilité de TotalEnergies Raffinage France ;

**CONSIDÉRANT** les échanges avec l'exploitant postérieurement au CoDERST du 14 janvier 2025 sur le projet d'arrêté et les modifications apportées à ce projet au vu des observations de l'exploitant ; que, par courriel du 9

avril 2025, l'exploitant a indiqué ne pas avoir d'observation sur la dernière version du projet d'arrêté qui lui a été transmis le 7 avril 2025

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, le préfet peut fixer des prescriptions complémentaires ou adapter l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'acter les modifications déjà intervenues sur le site de Gargenville et les engagements de l'exploitant, notamment l'arrêt de certaines activités et bacs, l'automatisation de la défense contre l'incendie et la nouvelle organisation du fonctionnement du site, l'échéancier de mise en conformité de l'étanchéité des cuvettes de rétention,

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

### TITRE 1 – PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

#### ARTICLE 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société TotalEnergies Raffinage France, dont le siège social est situé 2 place Jean Millier — La Défense à Courbevoie (92400) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, modifiant ou complétant certaines prescriptions des actes antérieurs, à poursuivre l'exploitation, sur les territoires des communes d'Issou, Porcheville et de Gargenville (78440), au 40 avenue Jean Jaurès à Gargenville, des installations détaillées dans les articles suivants.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

#### ARTICLE 2 – Modifications et compléments apportés aux actes antérieurs

L'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 est complété par :

« Les prescriptions des actes administratifs antérieurs suivants sont modifiées ou complétées, par le présent arrêté conformément au tableau ci-dessous à la date d'application du présent arrêté.

Les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral complémentaire n°217-41281 du 23 février 2017 sont complétées, annulées ou remplacées		Références des articles du présent arrêté
Article 1.1.2 « Modifications et compléments apportés aux actes antérieurs »	Prescription complétée par	Titre 1 - Article 2
Article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 3
Article 1.2.3 « Consistance des installations »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 4
Article 1.4.2 « Montant des garanties financières »	Dispositions complétées par	Titre 2 - Article 21
Article 1.5.2 « Mise à jour des études d'impact et de dangers »	Dispositions complétées par	Titre 2 - Article 22
Article 4.3.1 « Identification des effluents »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 5
Article 8.1.4 « Contrôle des accès »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 6
Article 8.2.2 « Conception de la pomperie et rétention »	Dispositions remplacées par	Titre 1 – Article 7
Article 8.2.3.1 « Accessibilité »	Dispositions complétées par	Titre 1 - Article 8
Article 8.2.4 « Moyens de lutte contre l'incendie »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 9
Article 8.2.6 « Capacité du réseau hydraulique »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 10
Article 8.3.7.1.1 « Surveillance et détection des niveaux	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 11

Les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral complémentaire n°217-41281 du 23 février 2017 sont complétées, annulées ou remplacées		Références des articles du présent arrêté
des bacs »		
Paragraphe IV. de l'article 8.5.1 « Rétentions et confinement »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 12
Article 8.6.2 « Formation du personnel »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 13
Article 8.6.6 « Consignes d'exploitation »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 14
Article 8.7.2 « Dispositions d'urgence et système d'information interne »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 15
Article 8.7.2.1 « Plan d'opération interne »	Dispositions complétées par	Titre 1 - Article 16
Article 9.1.2.1 « Aménagement »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 17
Article 9.1.5.2 « Prescriptions spécifiques aux bacs D5 et D6 »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 18
Article 9.1.5.3 « Tenue mécanique du mur périphérique de la cuvette 4 »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 19
Article 9.1.5.5 « Étanchéité des cuvettes »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 20
Article 9.1.6.1 « Moyens disponibles »	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 21
Article 10.2.4 « Auto surveillance des niveaux sonores »	Dispositions remplacées par	Titre 1 – Article 24
<b>Annexe 1 « dispositions confidentielles »</b>		
Article 1 « Nature des stockages » du chapitre 1er « dispositions particulières applicables à la rubrique 4734 (A) »	Dispositions remplacées par	Annexe confidentielle 1 – Article 1.1
Article 4 « Niveau de sécurité : niveau haut et très haut d'hydrocarbures dans les bacs » du chapitre 2 « Mesure de maîtrise des risques »	Dispositions remplacées par	Annexe confidentielle 1 – Article 1.3
Article 5 « Détection d'hydrocarbures liquides et gazeux » du chapitre 2 « Mesure de maîtrise des risques »	Dispositions remplacées par	Annexe confidentielle 1 – Article 1.4
Article 7 « Mesures de maîtrise des risques (MMR) complémentaires » du chapitre 2 « Mesure de maîtrise des risques »	Dispositions remplacées par	Annexe confidentielle 1 – Article 1.5
Article 9.2 « Protection de la salle de contrôle » du chapitre 2 « Mesure de maîtrise des risques »	Dispositions remplacées par	Annexe confidentielle 1 – Article 1.6
Article 9.3 « Prévention du phénomène de l'effet de vague » du chapitre 2 « Mesure de maîtrise des risques »	Dispositions remplacées par	Annexe confidentielle 1 – Article 1.7
Article 9.4 « Dispositifs de sécurité au poste de chargement wagons » du chapitre 2 « Mesure de maîtrise des risques »	Dispositions remplacées par	Annexe confidentielle 1 – Article 1.8
Article 9.5 « Dispositifs de sécurité au poste de chargement camions » du chapitre 2 « Mesure de maîtrise des risques »	Dispositions abrogées	Annexe confidentielle 1 – Article 1.9
Article 9.6 « Dispositifs de sécurité à la pomperie PLIF - SP6 » du chapitre 2 « Mesure de maîtrise des risques »	Dispositions abrogées	Annexe confidentielle 1 – Article 1.10
Annexe II « Attendus en cas de révision de l'étude de dangers ou réexamen »	Dispositions abrogées	Titre 1 – Article 23



Les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral complémentaire n°78-2025-01-20-00005 du 20 janvier 2025 sont complétées, annulées ou remplacées		Références des articles du présent arrêté
Article 4	Dispositions remplacées par	Titre 1 - Article 15
Article 2	Dispositions modifiées par	Titre 1 - Article 22
Article 1 « Liste des mesures de maîtrise des risques »	Dispositions remplacées par	Annexe confidentielle 1 – Article 1.2

Les prescriptions associées aux installations démantelées sont abrogées, c'est-à-dire les prescriptions associées aux postes de chargement, à l'unité MEROX, aux bacs 32D5, 32D32, 32D33, 32D118, 32D119, 32D130 (\*) et 32D131.

(\*) : Le bac 32D130 est en réduction de capacité, est maintenu vide à partir de 2025 et sera démantelé au 31/12/2030.

Les prescriptions associées aux bacs « en réserve » 32D20, 32D21, 32D22 et 32D23 sont maintenues.

Les prescriptions associées aux bacs « sous cocon » 32D3, 32D4 sont modifiées pour tenir compte du stockage du produit SSJF.

Les définitions et les acronymes sont mentionnés dans l'annexe 1 confidentielle du présent arrêté. »

### **ARTICLE 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Les dispositions de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes : «

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4734	2.a	A	Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1000 t	≥1 000 t	Quantité calculée sur la base des seuils LSHH (niveau très haut de sécurité) est mentionnée dans l'annexe 1 confidentielle
1434	2	A	Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation	Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation	/	/

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4718	/	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant inférieure à 6 t	<6 t	Quantité est mentionnée dans l'annexe 1 confidentielle
4725	/	NC	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	<2t	Quantité est mentionnée dans l'annexe 1 confidentielle
4722	/	NC	Méthanol (numéro CAS 67-56-1).	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	<50 t	Quantité est mentionnée dans l'annexe 1 confidentielle

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4701	1	NC	Nitrate d'ammonium	<p>1. Nitrate d'ammonium et mélanges à base de nitrate d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- comprise entre 24,5 % et 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,4 % de substances combustibles ;</li> <li>- supérieure à 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,2 % de substances combustibles.</li> </ul> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t</p>	<100 t	Quantité est mentionnée dans l'annexe 1 confidentielle
4120	1	NC	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.	<p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 t</p>	<5 t	Produits du laboratoire env. 1 kg
4120	2	NC	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.	<p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t</p>	<1 t	Produits du laboratoire env. 1 kg
4130	1	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.	<p>Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 t</p>	<5 t	Produits du laboratoire env. 1 kg
4130	2	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.	<p>Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t</p>	<1 t	Produits du laboratoire <20 kg

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4140	1	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.	Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 t	<5t	Produits du laboratoire <5 kg
4320	/	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 15 t	<15 t	Produits PLIF <15 t
4331	/	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t	<50 t	Produits du laboratoire <500 kg
4440	/	NC	Solides combustibles catégorie 1, 2 ou 3.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	<2 t	Produits du laboratoire <20 kg
4441	/	NC	Liquides combustibles catégorie 1, 2 ou 3.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	<2 t	Produits du laboratoire <20 kg

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4510	/	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	<20 t	Produits du laboratoire <20 kg (additif F20A : 4,65 t)
4511	/	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	<100 t	Huile pour PLIF env. 21,5 t STADIS env. 100 kg Produits du laboratoire <20 kg

\*A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du CE), NC (Non Classé)

L'établissement est classé « SEVESO seuil haut » au titre de la rubrique 4734-2.a. de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La répartition et la nature des stockages sont mises en annexe confidentielle 1 du présent arrêté (article 1.1) »

#### ARTICLE 4 – Consistance des installations autorisées

Les dispositions de l'article 1.2.3 « Consistance des installations » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- la réception et l'expédition d'hydrocarbures liquides via le réseau de pipeline TRAPIL ;
- la réception de produits SBC venant de la plateforme de Grandpuits (77) par trains de 22 wagons citernes ;
- les parcs de stockage Est et Ouest : stockage d'hydrocarbures liquides à destination des clients et stockage stratégique pour le compte de la SAGESS (Jet-A1, Gasoil GOM) ;
- la pomperie de transfert et d'expédition ;
- l'unité de traitement des eaux résiduelles huileuses (TER) avant rejet en Seine ;
- la centrale photovoltaïque ;
- la gestion du Pipeline Ile de France (PLIF), mis en arrêt temporaire ;
- les installations annexes (liste en annexe confidentielle 1).

Les installations sus-mentionnées sont opérées du lundi au vendredi en heures ouvrées par des agents TERF. Le samedi, dimanche, jours fériés et en dehors des heures ouvrées, une surveillance de l'établissement est assurée par une société externe selon les modalités suivantes :

- Un agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie est présent en permanence en salle de contrôle et dispose d'une liaison téléphonique avec les deux astreintes techniques et/ou gestion de crise TERF,
- Un agent de sûreté est basé au poste de garde avec des missions de surveillance de l'établissement.

À la date de publication du présent arrêté, la plage des heures ouvrées est 07h00 – 19h00.

Toute modification des horaires est préalablement portée à la connaissance du service chargé du contrôle. »

#### **ARTICLE 5 – Identification des effluents liquides**

Les dispositions de l'article 4.3.1 « Identification des effluents » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes... (EU) ;
- les eaux pluviales non polluées (EPnp). Elles sont constituées des eaux pluviales des toitures des bâtiments et des eaux pluviales des voiries de circulation des véhicules légers ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp). Elles sont constituées des eaux de voiries et des aires de déchargement wagons et des cuvettes de rétention ;
- les effluents industriels (EI) tels que les eaux de lavage, de rinçage, de procédé. Ils sont constitués par toutes les purges de bacs, des essais réguliers du réseau incendie, ainsi que de l'eau du puits de rabattement intérieur (puits B).

Le site comporte 2 réseaux de collecte distincts qui se rejoignent en un point de rejet unique avant rejet en Seine :

- le réseau des eaux pluviales non polluées (EPnp) ;
- le réseau des eaux huileuses (EPp + EI).

Les eaux vannes (EU) sont dirigées vers des fosses étanches situées sur le site. Ces eaux sont régulièrement collectées et évacuées par une société spécialisée. »

#### **ARTICLE 6 – Contrôle des accès**

Les dispositions de l'article 8.1.4 « Contrôle des accès » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie afin d'éviter toute intrusion sur le site. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise des opérations d'entretien des abords régulièrement.

Les accès à l'établissement et aux installations sont contrôlés par du personnel autorisé et désigné par TERF.

Les personnes autres que les agents TERF, l'agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie présent en permanence en salle de contrôle et l'agent de sûreté basé au poste de garde sont nommément autorisées à accéder à l'établissement par TERF.

L'agent de sûreté basé au poste de garde assure en permanence un gardiennage de l'établissement, de jour comme de nuit et permet de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Le périmètre des installations est surveillé par un service de rondes ou par d'autres moyens mentionnés par l'exploitant.

Des consignes établies par l'exploitant, définissent la fréquence et la nature des contrôles que doivent effectuer les différents agents (agents TERF, agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie présent en permanence en salle de contrôle et agent de sûreté basé au poste de garde).

L'agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie présent en permanence en salle de contrôle et l'agent de sûreté basé au poste de garde sont familiarisés avec les installations et les risques encourus et reçoivent à cet effet des formations et des sensibilisations spécifiques et en adéquation avec leurs postes conformément aux dispositions de l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017.

Les voies ferrées permettant d'accéder à l'établissement et étant sous la responsabilité de TotalEnergies Raffinage France respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres et les dispositions du présent arrêté préfectoral.

Au minimum, TERF surveille par des moyens qu'il choisit, ces voies pour éviter toute intrusion sur son site et les actes de malveillance. Ces moyens de surveillance sont reportés en salle de contrôle ou au poste de garde.

Le portail d'accès au niveau des voies ferrées est en permanence fermé par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. L'ouverture de ce portail est réalisée par du personnel autorisé et désigné par TERF. Pendant toute la durée de manœuvre du ou des trains qui nécessite de laisser ce portail ouvert, un agent autorisé et désigné par TERF reste en permanence au niveau de celui-ci. »

#### **ARTICLE 7 – Conception de la pomperie centrale hydrocarbures et rétention**

Les dispositions de l'article 8.2.2 « Conception de la pomperie et réalisation » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Afin de minimiser les effets qu'auraient l'inflammation et l'explosion d'un nuage de vapeurs inflammables issus d'une fuite en pomperie, la pomperie présente les caractéristiques suivantes:

- présence d'un muret en béton permettant de scinder la pomperie hydrocarbures en deux zones de rétention de surface égale à 2 150 m<sup>2</sup> :
  - Une zone regroupant l'ensemble des pompes hydrocarbures en service
  - Une zone adjacente présentant des pipeways ;
- Les caractéristiques de ce muret sont les suivantes :
  - largeur minimale 40 cm
  - hauteur minimale 90 cm (soit supérieure à la plus haute tuyauterie), sauf en partie sud à partir des massifs des pompes (zone vide de pompe et de canalisation) une hauteur minimale de 35cm,
  - étanchéité assurée entre le muret et le sol de la rétention,
  - passages des canalisations rendus étanches aux liquides pouvant être contenus dans la rétention ;
- présence d'un muret, à l'angle sud-est de la pomperie, permettant d'augmenter la distance entre la zone rétention pomperie et la limite de propriété du site (côté sud-est). Les caractéristiques de ce muret permettent d'assurer la fonction de sécurité « rétention de liquides » et sont notamment les suivantes :
  - sa hauteur permet un volume de rétention suffisant (pour contenir une fuite majorante en pomperie)
  - résistance à l'action physico-chimique des produits susceptibles d'être contenus,
  - résistance à la pression statique des produits susceptibles d'être contenus
  - étanchéité assurée entre ce muret et le sol de la rétention,
  - aucun passage de tuyauterie ou autre
- suppression des canalisations inutilisées de la pomperie, afin d'en réduire l'encombrement.

L'étanchéité et la résistance à l'action physico-chimique et à la pression statique des produits sont vérifiées selon une procédure définie par l'exploitant de façon à maintenir leur pérennité.

Une traçabilité de ces vérifications est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. »

## **ARTICLE 8 – Accessibilité**

Les dispositions de l'article 8.2.3.1 « Accessibilité » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont complétées par les dispositions suivantes :

« Une voie engins dessert le quai de déchargement wagons. Cette voie est matérialisée et est maintenue constamment en état de propreté, en permanence libre et dégagée. Elle répond aux dispositions de l'article 6.2 de l'arrêté ministériel du 12/10/2011 modifié relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. »

## **ARTICLE 9 – Moyens de lutte contre l'incendie**

Les dispositions de l'article 8.2.4 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.2 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple, dont 8 poteaux au niveau de l'ancien poste de chargement camions et 2 poteaux au poste de déchargement wagons) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- de réserves d'émulseur de classe 3 adapté aux produits présents sur site et conforme à l'article 9.1.6 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017, réparties sur le site comme suit :
  - 11 000 L (unité de stockage et de dosage – centrale à émulseur) situés au nord du laboratoire,
  - 1 000 L (unité de stockage et de dosage) situés au traitement des eaux.
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Ces moyens d'applications sont pilotés via la salle de contrôle et disposent d'une gestion automatisée pour leur mise en place.



Le poste de déchargement wagons est équipé de :

- 6 déversoirs alimentés par une capacité aérienne d'émulseur,
- 2 poteaux incendie situés à moins de 150 mètres.

La pomperie hydrocarbures (située proche de la salle de contrôle) est protégée par :

- 2 rampes d'arrosage fixes alimentées par une centrale à émulseur de 11 000 litres et de 5 déversoirs alimentés par un réservoir aérien de 11 000 litres d'émulseurs à 3 %,
- 1 rideau d'eau pour protéger la salle de contrôle.

La salle de contrôle est protégée par :

- 1 rampe mixte, eau et pré-mélange, sur ses faces Ouest et Nord. L'alimentation en émulseur est la même que la pomperie de transfert.
- Le pipeway (tuyauterie) situé au Nord de la salle de contrôle est équipé de 3 déversoirs alimentés également par la même réserve d'émulseur que la pomperie de transfert (alimentation pré-mélange est assurée par une centrale à émulseur disposant d'une réserve de 11 000 litres d'émulseurs à 3 %).

Afin d'éviter le risque d'inflammation, des dispositifs de protection incendie sont mis en place au niveau du bassin d'orage afin d'établir un tapis de mousse préventif. Les moyens de lutte contre l'incendie sont complétés par les moyens mis en place spécifiquement aux installations soumises à la rubrique 4734 prévues au chapitre 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017-41281 du 23 février 2017.

Ces équipements doivent être maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés et de la maintenance sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise une étude afin d'évaluer les moyens de protection à mettre en place au niveau d'un train sur le quai en attente de déchargement afin de limiter les risques d'effet domino dans le cas d'un événement survenant sur un bac ou une cuvette à proximité ou sur la centrale photovoltaïque. Cette étude et l'échéancier de mise en place des moyens sont transmis à l'inspection et au SDIS pour avis dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté »

## **ARTICLE 10 – Moyens de lutte contre l'incendie**

Les dispositions de l'article 8.2.6 « Capacité du réseau hydraulique » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant tient notamment à disposition de l'inspection des installations classées la revue de conception des réseaux hydrauliques incendie de l'établissement (réseau incendie eau et réseau incendie pré-mélange).

Cette revue de conception doit notamment :

- évaluer les débits et les pressions disponibles en tout point des réseaux ;
- évaluer les débits et les pressions disponibles en fonction de chacun des scénarios du POI (usage de moyens fixes et de plusieurs bornes incendie de façon simultanée, usage de moyens mobiles raccordés sur le collecteur visé à l'article 5 en cas de défaillance de pompes du site...);
- justifier le maillage et le sectionnement du réseau par vannes de barrage pour isoler toute section affectée par une rupture ;
- identifier le cas échéant, les points faibles et les mesures compensatoires à mettre ou mises en place.

Cette revue est mise à jour en cas de modifications des moyens mis en place notamment dans le cadre de la définition du plan de défense incendie prévu par l'arrêté du 3 octobre 2010 et ré-évaluée tous les 5 ans. La prochaine ré-évaluation interviendra un an après la notification du présent arrêté.

L'exploitant s'assure que le réseau hydraulique du site est en capacité d'absorber l'ensemble des sollicitations des moyens fixes et mobiles des différents scénarios du POI. »

#### **ARTICLE 11 – Surveillance et détection des niveaux de bacs**

Les dispositions de l'article 8.3.7.1.1 « Surveillance et détection des niveaux des bacs » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les niveaux de bacs sont mesurés en continu et le report de l'information en salle de contrôle est réalisé 24h sur 24, avec présence en permanence d'un personnel en salle de contrôle : opérateur TERF ou agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie et en liaison téléphonique avec l'astreinte technique TERF. Cette présence en permanence permet d'assurer le suivi des niveaux des bacs. Une procédure précise la conduite à tenir en cas de variation anormale du niveau d'un bac. »

#### **ARTICLE 12– Plan de modernisation des installations industrielles (PM2I)**

Un article 8.3.6 « Plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) » est ajouté au chapitre 8.3 de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 :

« L'exploitant tient à disposition de l'inspection la liste des équipements soumis au PM2I. Au minimum, cette liste est celle relative aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié à laquelle s'ajoutent les installations liées au déchargement wagons (caniveau et flexibles). »

#### **ARTICLE 13 – Rétentions et confinement**

Les dispositions du paragraphe IV. de l'article 8.5.1 « Rétentions et confinement » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou de déchets susceptibles de contenir des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de déchargement ferroviaire sont étanches et reliées au réseau de collecte des eaux huileuses.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut. »

#### **ARTICLE 14 – Formation du personnel**

Les dispositions de l'article 8.6.2 « Formation du personnel » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs (notamment les agents TERF, l'agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie présent en permanence en salle de contrôle et l'agent de sûreté basé au poste de garde) y compris le personnel intérimaire, reçoivent des formations et des sensibilisations sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas de situation accidentelle ou dangereuse et notamment en cas d'incendie, d'explosion, d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des exercices périodiques de simulation d'application des consignes d'exploitation prévues, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention sont réalisés selon une périodicité définie par l'exploitant

Les formations et les sensibilisations sont décrites dans le plan de formation de TERF et doivent être renouvelées selon une périodicité définie par l'exploitant mais ne dépassant pas 3 ans. Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Ces formations doivent notamment comporter toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et les opérations de mélange mises en œuvre. Les formations et les sensibilisations dont bénéficie l'agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie doivent être en adéquation avec le poste et lui permette de transmettre l'alerte en cas d'incident ainsi que de pouvoir gérer une situation accidentelle ou dangereuse en toute sécurité. »

## **ARTICLE 15 – Consignes d'exploitation**

Les dispositions de l'article 8.6.6 « Consignes d'exploitation » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et mises à la disposition des différents agents, si nécessaires à la tenue de leur poste.

Les consignes établies par l'exploitant doivent être connues de tous les différents agents (agents TERF, agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie présent en permanence en salle de contrôle et agent de sûreté basé au poste de garde, etc.) si nécessaire à la tenue de leur poste.

L'exploitant définit pour chaque fonction, les consignes d'exploitation afin de déterminer le rôle de chacun pendant les heures ouvrées et en dehors de ces heures.

Ces consignes indiquent notamment :

- 1- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- 2- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- 3- les procédures d'arrêt d'urgence et les interfaces avec les opérateurs Trapil/SNCF ainsi que la mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- 4- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- 5- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- 6- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- 7- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- 8- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.2.4.2 et au V de l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017-41281 du 23 février 2017 ;
- 9- les moyens d'intervention et notamment les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- 10- les moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- 11- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident,
- 12- la fréquence et la nature des contrôles que doivent effectuer les différents agents (agents TERF, agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie présent en permanence en salle de contrôle et agent de sûreté basé au poste de garde).

Des exercices périodiques de simulation d'application des consignes d'exploitation prévues sont réalisés selon une périodicité définie par l'exploitant. Les exercices de mise en œuvre et de maniement des moyens d'intervention et du matériel incendie sont réalisés une fois par an en concertation avec l'exploitant, l'inspecteur des installations classées et le SDIS.

Le personnel (notamment les agents TERF et l'agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie présent en permanence en salle de contrôle si nécessaire à la tenue de leur poste) est entraîné au minimum, à l'application des consignes concernant les alinéas 3, 7, 8, 9 et 10. L'agent de sûreté basé au poste de garde, quant à lui, n'a qu'une fonction de sûreté.

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

#### **ARTICLE 16 – Dispositions d'urgence et système d'information interne**

Les dispositions de l'article 8.7.2 « Dispositions d'urgence et système d'information interne » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel (agents TERF, agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie présent en permanence en salle de contrôle et agent de sûreté basé au poste de garde, etc.), les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus, ainsi que TRAPIL et la SNCF.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site. Leurs emplacements et les modalités de mise en œuvre sont connus de tous.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, etc.) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

L'agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie présent en permanence en salle de contrôle dispose d'une liaison téléphonique avec les deux astreintes techniques et/ou gestion de crise TERF.

Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au POI.

Des dispositifs, visibles de jour comme nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place sur le site et doivent être utilisés le cas échéant par les agents TERF, l'agent de sûreté formé à la lutte automatisée contre l'incendie présent en permanence en salle de contrôle ou l'agent de sûreté basé au poste de garde. »

## **ARTICLE 17 – Plan d’opération interne**

Les dispositions du 5<sup>e</sup> alinéa de l’article 8.7.2.1 « *Plan d’opération interne* » de l’arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017, modifiées par l’article 4 de l’arrêté préfectoral n°78-2025-01-20-00005 du 20 janvier 2025 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le POI de la société TotalEnergies Raffinage France est commun avec celui des entreprises voisines SUEZ et REP ou, à défaut, les POI des différentes sociétés sont rendus cohérents.

L’exploitant réalise :

- Au minimum tous les 2 ans, un exercice POI commun avec ses voisins SUEZ/REP, le premier dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté ;
- Au minimum tous les 2 ans, un exercice POI en lien avec TRAPIL et/ou la SNCF. »

## **ARTICLE 18 – Aménagement**

Les dispositions de l’article 9.1.2.1 « Aménagement » de l’arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les bacs contenant des liquides inflammables avec une tension de vapeur supérieure à 500mb de plus de 1500m3 sont dotés de toit ou écran flottant.

Les bacs à toit fixe sont, soit par leur construction soit par des dispositifs ou moyens appropriés conçus ou équipés de telle manière qu’en cas de surpression interne accidentelle, il ne se produise pas de déchirure au-dessous du niveau maximal de remplissage.

L’exploitant établit pour chaque bac un dossier permettant de justifier du respect de cette disposition ou précisant les solutions compensatrices (inertage, injection de mousse...), et précisant la situation des pieds de bacs au regard de la corrosion.

Les traversées de murets par les canalisations sont jointoyées par des produits coupe-feu 4 heures.

En plus des protections traditionnelles, les pompes de transfert d’hydrocarbures liquides (pomperie hydrocarbures existante et pomperie SBC) sont équipées d’un dispositif de temporisation interrompant leur fonctionnement en cas de débit nul. »

## **ARTICLE 19 – Prescriptions spécifiques au bac D6**

Les dispositions de l’article 9.1.5.2 « Prescriptions spécifiques aux bacs D5 et D6 » de l’arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour diminuer les effets des flux thermiques associés à un éventuel feu de cuvette du bac 6 vis-à-vis des habitations les plus proches, l’exploitant met en place les moyens nécessaires pour :

- permettre l’extinction d’un feu de sous-cuvette avant que celle-ci ne déborde et éviter la propagation d’un incendie aux autres sous-cuvettes. Dans ce cadre, un système de type « siphon » (ou disposition équivalente) permet d’assurer le débordement de la sous-cuvette du bac D6 directement vers une cuvette déportée autre que la sous-cuvette de l’ancien bac D5.
- empêcher les effets des flux thermiques (3 kW/m<sup>2</sup>) d’atteindre les habitations avoisinantes et ne pas induire de nouveaux effets dominos sur les autres installations (sur site et hors site). »

## **ARTICLE 20 – Cuvette n°4**

Les dispositions de l'article 9.1.5.3 « Tenue mécanique du mur périphérique de la cuvette 4 » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le mur de rétention situé au sud et à l'est de la cuvette n°4 dédiée aux bacs 32D110 et 32D111 est :

- stable au feu d'une durée de 6h minimum (tenue thermique passive liés aux caractéristiques intrinsèques du mur),
- résistant au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir (tenue mécanique dynamique) .

L'exploitant est en mesure de fournir l'ensemble des éléments d'appréciation et les études menées pour justifier de la garantie de ces caractéristiques. »

## **ARTICLE 21 – Étanchéité des cuvettes**

Les dispositions de l'article 9.1.5.5 « Étanchéité des cuvettes » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le dossier « étanchéité des cuvettes de rétention » conformément à l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié. Ce dossier doit regrouper l'historique des cuvettes de rétention (date de réalisation des cuvettes, composition des cuvettes et du fond des cuvettes) et les études relatives à l'étanchéité de ces cuvettes ainsi que la description des travaux à réaliser ou réalisés avec tous les éléments justificatifs de leurs bonnes réalisations.

Le critère de mise en conformité des cuvettes de rétention est le rapport  $h/V$  où  $V$  est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et  $h$  l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres). Le rapport  $h/V$  doit être supérieur à 500 heures. L'épaisseur  $h$ , prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport  $h/V$  peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport  $h/V$  calculé.

L'annexe confidentielle 1 du présent arrêté précise le rapport  $h/V$  pour une hauteur saturée de 0,5 m (en heures) issu de l'étude de Burgeap de 2019 et qui a permis d'établir l'échéancier suivant :

- Tranche 1 – 11/2016 : mise en conformité des cuvettes 5, 6, 8 et 11 ;
- Tranche 2 – 11/2021 : mise en conformité des cuvettes 3, 4 (sous-cuvette des bacs 32D118 et 32D119), 9 et 10 ;
- Tranche 3a – 11/2022 : mise en conformité des cuvettes 2 et 7 ;
- Tranche 3b – 11/2025 : mise en conformité des cuvettes 1 et 4 (sous-cuvette des bacs 32D110 et 32D111) ;
- Tranche 4 – 11/2030 : pas de travaux de mise en conformité des cuvettes. »

## **ARTICLE 22 – Moyens disponibles de lutte contre l'incendie**

Les dispositions de l'article 9.1.6.1 « Moyens disponibles » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'établissement dispose d'une installation de lutte contre l'incendie (réserve en eau, en émulseur, débit de solution moussante, débit de refroidissement...).

Les installations de stockage de liquides inflammables disposent d'une installation de lutte contre l'incendie autonome (réserve en eau, en émulseur, débit de solution moussante, débit de refroidissement...), conforme aux exigences de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 modifié ainsi que, notamment, à son annexe V. Certaines installations sont également automatisées.

L'annexe confidentielle 1 détermine :

- les installations en autonomie et automatisées,
- les installations en autonomie et non automatisées,
- les installations qui ne sont pas réglementairement en autonomie mais qui sont automatisées.

Les moyens disponibles au niveau du dépôt de liquides inflammables sont au minimum :

- couronnes externes d'aspersion mixte (eau ou pré-mélange) sur chaque réservoir,
- boîtes à mousse à l'intérieur de chaque réservoir,
- déversoirs à mousse installés au niveau de la pomperie hydrocarbures existante, de la pomperie SBC et du caniveau des quais de déchargement wagons ;
- déversoirs de mousse dans les rétentions des bacs et dans la rétention déportée,
- 141 m<sup>3</sup> d'émulseur à 3 % disponibles sur site ;
- moyens de pompage (pomperie Seine) :
  - 2 080 m<sup>3</sup>/h à 12 bars avec 3 pompes ;
  - deux pompes diesel et électrique de 1 000 m<sup>3</sup>/h ;
  - 1 pompe électrique de 80 m<sup>3</sup>/h ;
  - 1 pompe diesel de 1 000 m<sup>3</sup>/h de secours ;
- lances monitor à eau de type « queue de paon » ;

Le site dispose d'une réserve en eau inépuisable constituée par la Seine. Cette réserve en eau alimente un réseau d'eau maillé maintenu en permanence sous pression.

Les moyens maintenus sur le site (réserve d'émulseur, débit de la pomperie, capacité du réseau...) permettent l'extinction en 20 minutes et le refroidissement du réservoir de plus gros diamètre ainsi que la protection des réservoirs situés dans la zone en feu ou à moins de 50 mètres de celui-ci.

Chaque réservoir est muni d'une couronne d'arrosage permettant le refroidissement du bac et l'application de pré-mélange. Les couronnes sont sectionnables par bac depuis l'extérieur des cuvettes, les vannes associées sont protégées des rayonnements thermiques d'un éventuel feu de cuvette.

L'exploitant s'assure de disposer en permanence de l'ensemble du matériel nécessaire à l'extinction de tous les feux susceptibles de se produire dans son dépôt.

Les couronnes, déversoirs et boîtes à mousse sont automatisés pour réduire leur délai de mise en marche (inférieur à 5 min). Ces moyens sont raccordés aux réseaux incendie maillés de l'établissement par des canalisations fixes. Ils sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

Les émulseurs satisfont aux normes NF EN 1568-3 ou 4. Les émulseurs sont choisis selon les caractéristiques des produits présents sur site. Leur taux d'application est conforme à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 modifié et notamment à son annexe V, ainsi qu'au dossier d'autonomie incendie du site. Ce dossier est actualisé à chaque fois qu'il y a des modifications du site et ce, même en période de travaux/chantiers (y compris de courte durée), par exemple au moyen de fiches de situation dégradée annexées au dossier et tout autre document relatif à la stratégie de lutte contre l'incendie (notamment le POI).

Une analyse chimique des émulseurs est réalisée tous les ans afin de garantir la qualité du produit et une concentration en PFAS inférieure aux seuils prévus par les textes en vigueur. L'analyse portant sur les PFAS

à réaliser par l'exploitant est optionnelle si celui-ci est en mesure de fournir une attestation ou une fiche de données de sécurité de son fournisseur d'émulseur qui garantit les seuils applicables en PFAS. Chaque réserve d'émulseur est disponible en conteneur de 1000 litres minimum. Les capacités en fût de 200 litres ne sont pas comptées comme réserve d'émulseur.

Leur implantation et les choix techniques (canons, déversoirs...) retenus par l'exploitant prennent en compte les conditions d'accessibilité aux bacs et des installations ainsi que les caractéristiques de chacun de ces moyens de manière à garantir leur mise à disposition et leur efficacité en cas de sinistre. »

## **TITRE 2 – PRESCRIPTIONS AVEC ÉCHÉANCES**

### **ARTICLE 23 – Garanties financières**

Les dispositions de l'article 1.4.2 « Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont complétées par les dispositions suivantes :

« l'exploitant est tenu de recalculer les garanties financières en application du R.516-1-3° du code de l'environnement au plus sous 9 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, en explicitant les modalités de calculs. »

### **ARTICLE 24 – Mise à jour des études d'impact et de dangers**

Aux dispositions de l'article 1.5.2 « Mise à jour des études d'impact et de dangers » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017, modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°78-2025-01-20-00005 du 20 janvier 2025 susvisé sont ajoutées les dispositions suivantes :

« L'exploitant met à jour ou révisé son étude de dangers sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté en prenant en compte le dossier relatif au projet LogSAF (logistique « Sustainable Aviation Fuel ») et les modifications réalisées sur le site. »

L'annexe II de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 est abrogée.

### **ARTICLE 25 – Autosurveillance des niveaux sonores**

Les dispositions de l'article 10.2.4 « Auto surveillance des niveaux sonores » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **- Mesures relatives à l'installation de déchargement de wagons :**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation de déchargement de wagons. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

#### **- Mesures relatives aux autres installations relatives au projet LogSAF :**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service des autres installations relatives au projet LogSAF. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.



Si la mise en service de l'installation de déchargement wagons et celle des autres installations relatives au projet LogSAF sont concomitantes, une seule campagne de mesure peut être réalisée par l'exploitant.

- Suivi des émissions sonores du site :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence du site est effectuée tous les 3 ans ou à la demande du Préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

**ARTICLE 26 – Prescriptions spécifiques à la protection de la faune, de la flore et de leurs habitats**

Article 26.1. Diagnostic faune/flore/habitats, mesures d'évitement, de réduction, de compensation (ERC)

L'exploitant fait réaliser par un écologue la mise à jour de son diagnostic faune/flore/habitats, aux périodes propices, avec une attention particulière aux espèces suivantes : oedicnème criard, crapaud calamite, renoncule à petites fleurs et orobanche pourprée. Cet écologue, compétent en matière de biodiversité locale, est choisi par l'exploitant sous réserve de validation par l'inspection. Le périmètre de la mise à jour du diagnostic est le suivant :

- ensemble de l'établissement ;
- portions de voies ferrées permettant d'accéder à l'établissement et étant sous la responsabilité de TotalEnergies Raffinage France.

À l'issue de cette mise à jour, l'exploitant définit, pour les phases travaux et les phases d'exploitation, des mesures d'évitement, à défaut de réduction, et en dernier recours, de compensation, adaptées.

Le diagnostic mis à jour ainsi que les mesures ERC envisagées sont transmis à l'inspection des installations classées avant le démarrage des travaux relatifs au projet « LogSAF ».

Avant toute réalisation de travaux sur site, l'exploitant est tenu de se repositionner sur l'impact, sur ce diagnostic, des travaux envisagés et réévalue les mesures ERC en fonction des espèces et des habitats recensés. Le résultat de cette analyse est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 26.2. Suivi écologique en phase chantier

En phase chantier, les opérations de travaux sont réalisées de préférence hors des périodes sensibles pour la faune, la flore et leurs habitats, identifiées lors de la dernière mise à jour du diagnostic mentionné à l'article 26.1.

Si des interventions doivent être programmées durant les périodes sensibles, elles doivent être justifiées et font systématiquement l'objet d'un avis préalable et d'un suivi par un écologue compétent en matière de biodiversité locale choisi par l'exploitant sous réserve de validation par l'inspection afin de confirmer l'absence d'espèces protégées (et notamment les suivantes : oedicnème criard, crapaud calamite, renoncule à petites fleurs et orobanche pourprée) et de mettre en place les mesures ERC appropriées le cas échéant en fonction des individus recensés. Selon la date de démarrage du chantier et dès les premières opérations, l'écologue susmentionné effectue une visite du site au moins deux fois par mois pendant les périodes sensibles.

Si une ou des espèces protégées sont observées sur le site, le ou les habitats doivent être repérés par un écologue compétent en matière de biodiversité locale choisi par l'exploitant sous réserve de validation par l'inspection qui définit le cas échéant une zone de mise en défens autour des habitats repérés. La zone de mise en défens est caractérisée pour une durée donnée et selon un périmètre donné.

La zone de mise en défens est matérialisée par l'exploitant avec, le cas échéant, interdiction de travaux dans son périmètre.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement les informations relatives aux avis, suivis, mesures ERC et zones de défens mis en œuvre en application du présent article.

#### Article 26.3. Suivi écologique en phase d'exploitation

L'exploitant met en œuvre, avec un écologue compétent en matière de biodiversité locale choisi par l'exploitant sous réserve de validation par l'inspection, les conclusions de la dernière mise à jour du diagnostic faune/flore/habitats et assure un suivi écologique, approprié à la phase d'exploitation en matière de périodicité et de méthodologie, y compris des mesures ERC, sur l'ensemble du périmètre défini à l'article 26.1.

L'exploitant transmet le résultat du suivi écologique mis en œuvre à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, selon une fréquence adaptée aux résultats issus des recommandations de l'écologue susmentionné et n'excédant pas trois ans. Le premier bilan de suivi est transmis dans l'année suivant la mise en service de l'installation de déchargement de wagons.

### **TITRE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – MESURES DE PUBLICITÉ - EXÉCUTION**

#### **ARTICLE 27 – Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyens (<https://citoyens.telerecours.fr>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois, d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

#### **ARTICLE 28 – Mesures de publicité**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de Gargenville, Porcheville et Issou où toute personne intéressée peut la consulter.

Un extrait est affiché dans les mairies de Gargenville, Porcheville et Issou pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 29 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, les maires de Gargenville, Porcheville et Issou, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 6 mai 2025

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général  
**signé**  
Victor DEVOUGE

## **ANNEXE 1 – DISPOSITIONS CONFIDENTIELLES**

non publiée conformément à l’Instruction du Gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition et aux conditions d’accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d’actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l’environnement